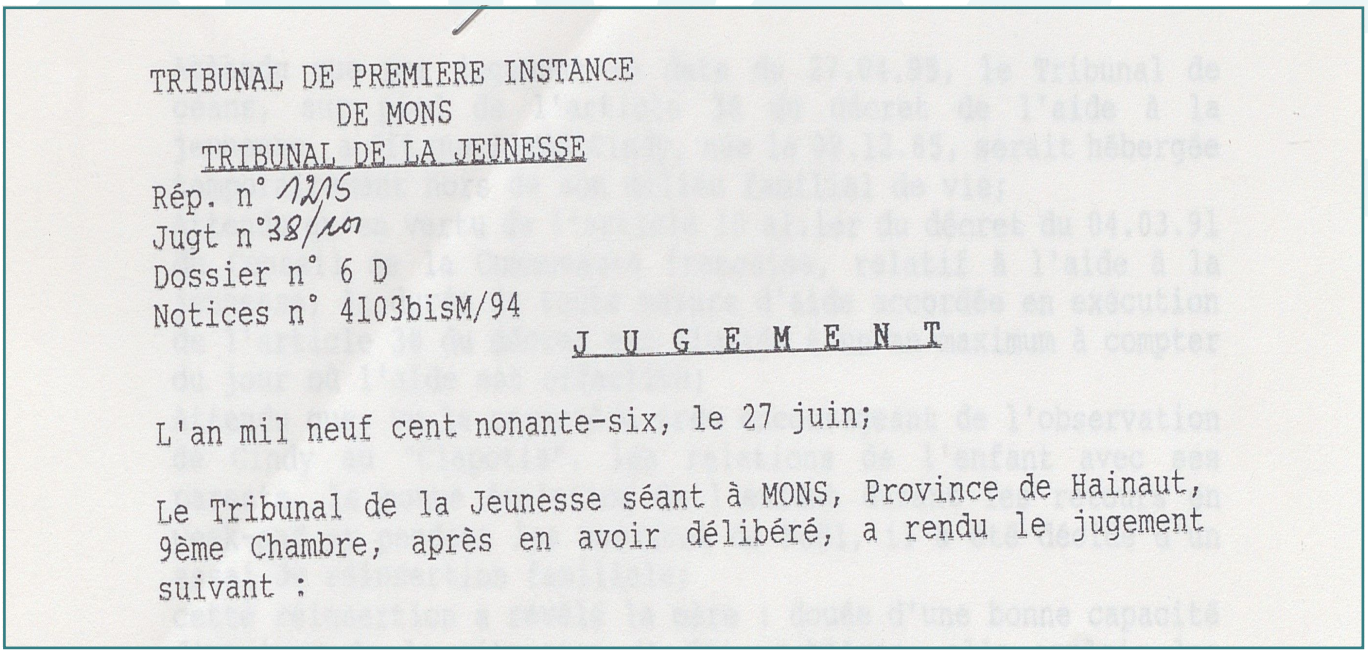
Inventaire des archives du Tribunal de première instance de Mons

Tribunal de la Jeunesse

Versement 2023

1967-2018

PIERRE-JEAN NIEBES



TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE
DE MONS
TRIBUNAL DE LA JEUNESSE
Rép. n° 1215
Jugt n° 38/107
Dossier n° 6 D
Notices n° 4103bisM/94

J U G E M E N T

L'an mil neuf cent nonante-six, le 27 juin;

Le Tribunal de la Jeunesse séant à MONS, Province de Hainaut, 9ème Chambre, après en avoir délibéré, a rendu le jugement suivant :

INVENTAIRE DES ARCHIVES DU

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE MONS
TRIBUNAL DE LA JEUNESSE
VERSEMENT 2023

1967-2018

ARCHIVES DE L'ÉTAT A MONS

INVENTAIRES

219

NAAMSVERMELDING - NIET COMMERCIEEL - GEEN AFGELEIDE WERKEN
CC BY-NC-ND
HTTP://CREATIVECOMMONS.ORG/LICENSES/BY-NC-ND/3.0/NL/

ATTRIBUTION - PAS D'UTILISATION COMMERCIALE - PAS DE MODIFICATION
CC BY-NC-ND
HTTP://CREATIVECOMMONS.ORG/LICENSES/BY-NC-ND/3.0/FR/

ISBN : 978 94 6391 579 3

Archives générales du Royaume
D/2025/531/046

Numéro de commande : Publ. 6590

Archives générales du Royaume
Rue de Ruysbroeck 2
1000 Bruxelles

La liste complète de nos publications est consultable sur www.arch.be.

Numéro de l'instrument : AEM.05.183

Inventaire des archives du

Tribunal de première instance de Mons
Tribunal de la Jeunesse
Versement 2023

1967-2018

Par

Pierre-Jean NIEBES

Bruxelles
2025

Indications sommaires pour l'utilisation

Commande des documents

Les archives décrites dans cet inventaire peuvent être demandées en communication via un terminal d'ordinateur se trouvant dans la salle de lecture, moyennant l'introduction du numéro de l'inventaire, mentionné sur la page de titre et dans le coin supérieur droit de chaque page. En l'occurrence ici, mentionnez :

AEM.05.183

Le document lui-même est commandé avec la cote, c'est-à-dire le numéro que vous trouverez à gauche avant chaque description d'archive.

Conditions d'accès et de reproduction

Les archives de plus de cent ans sont librement consultables. Pour les archives plus récentes, une personne a le droit de consulter son propre dossier. Les autres personnes doivent demander l'autorisation du receveur du bureau de l'enregistrement.

La reproduction est autorisée en tenant compte de la réglementation en vigueur.

Références aux archives

La première fois, on citera le fonds avec son nom complet, ensuite on pourra utiliser une référence abrégée.

Complet : ARCHIVES DE L'ÉTAT À MONS, *Tribunal de la Jeunesse de Mons. Versement 2023*, n° [cote de l'article].

Abrégé : AÉM, *Trib. Jeunesse Mons, vers. 2023*, n° [cote de l'article].

TABLE DES MATIÈRES

DESCRIPTION GÉNÉRALE DU FONDS 7

I. IDENTIFICATION 7

II. HISTOIRE DU PRODUCTEUR ET DES ARCHIVES 7
A. Producteur d'archives 7
1. Nom 7
2. Historique 7
3. Compétences et activités 7
B. Archives 10
1. Acquisition 10

III. CONTENU ET STRUCTURE 10
A. Contenu 10
B. Sélections et éliminations 12
C. Accroissements/compléments 12
D. Mode de classement 12

IV. CONSULTATION ET UTILISATION 12
A. Conditions d'accès 12
B. Conditions de reproduction 13

V. SOURCES COMPLÉMENTAIRES 13
A. Documents apparentés 13
B. Bibliographie 13

VI. CONTRÔLE DE LA DESCRIPTION 14

INVENTAIRE 15

I. PROCÉDURE 15
A. Rôles 15
B. Minutes des jugements, feuilles d'audience et ordonnances 16
C. Dossiers et pièces afférentes 22
D. Documents du greffier 39

CONCORDANCE DES COTES D'ARCHIVES VERS LES NUMÉROS DE PAGE 39

DESCRIPTION GÉNÉRALE DU FONDS

I. IDENTIFICATION

Référence: BE AEM Trib. Jeunesse Mons 2023 (524-1246)
Numéro d'inventaire : AEM.05.183
Nom: Tribunal de la Jeunesse de Mons, versement 2023
Dates: 1967-2018
Niveau de description: Fonds d'archives
Importance matérielle: 923 articles (90 mètres linéaires)

II. HISTOIRE DU PRODUCTEUR ET DES ARCHIVES

A. PRODUCTEUR D'ARCHIVES

1. NOM

Tribunal de première instance de Mons. Tribunal de la Jeunesse

2. HISTORIQUE

La juridiction ou tribunal des enfants de Mons devient tribunal de la jeunesse à partir d'octobre 1966, en application de la loi du 8 avril 1965. Cette loi est une réponse à l'évolution de la délinquance juvénile après la Seconde Guerre mondiale. Axée sur la prévention sociale, cette loi permet à plus de jeunes de bénéficier de « l'aide à la jeunesse » dans une logique protectionnelle[1]. Cette loi qui institue dans chaque tribunal de première instance une section dénommée « tribunal de la jeunesse » est appliquée à partir du 1er septembre 1966. L'arrêté royal du 12 juillet 1966[2] fixe le nombre de chambres : elles sont au nombre de trois à Charleroi et de deux à Mons.

3. COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le concept de mineur en danger est au centre de la loi du 8 avril 1965 qui renforce les droits des enfants et confie aux juges de la jeunesse d'importantes compétences en matière civile. Cette loi distingue le jeune qui se met en danger par son comportement pour lequel le juge peut prendre des mesures, le jeune mis en danger par la mauvaise gestion de la puissance paternelle et le jeune se trouvant en danger par son milieu familial ou élargi qu'il faudra protéger et aider. Les mesures préventives sont préférées à l'intervention judiciaire afin d'enrayer déficiences familiales et délinquance juvénile et justifient la création des comités de protection de la jeunesse. L'intervention judiciaire à l'égard des mineurs intervient dans les cas graves (mineurs mendiants ou vagabonds, mineurs poursuivis pour infraction ou crime) et la majorité pénale passe de 16 ans à 18 ans.

---

[1] M.-S. DUPONT-BOUCHAT, J. CHRISTIAENS, C. VANNESTE, "Jeunesse et Justice (1830-2002)", dans *Histoire politique et sociale de la justice en Belgique de 1830 à nos jours,* Brugge, 2004, p. 140-159.
[2] *Moniteur belge* du 20 juillet 1966.

La nouvelle loi élargit les compétences du tribunal de la jeunesse à des matières civiles. Les articles 12 à 28 de la loi de 1965 détaillent les modifications au Code civil en matière d'émancipation de mineur d'âge, de consentement à contracter mariage[3], d'administration des biens des mineurs en cas de divorce et d'homologation de l'adoption d'un mineur. Quand un enfant est placé dans une institution ou chez un particulier, le juge de la jeunesse règle le partage des allocations familiales entre les parents et le particulier ou l'institution[4].

Le juge peut aussi prendre des mesures à l'égard des parents (articles 29 à 35) dont la déchéance de la puissance paternelle pour « 1. Le père ou la mère qui est condamné à une peine criminelle ou correctionnelle du chef de tous les faits commis sur la personne ou à l'aide d'un de ses enfants ou descendants ; 2. Le père ou la mère qui, par mauvais traitements, abus d'autorité, inconduite notoire ou négligence grave, met en péril la santé, la sécurité ou la moralité de son enfant » (art. 32)[5]. La mise en œuvre de la prévention sociale est assurée par le comité de protection de la jeunesse créé dans chaque arrondissement (articles 1 à 6)[6].

Le tribunal de la jeunesse connait des plaintes formées par les personnes détenant la puissance paternelle ou des réquisitions du ministère public relatives à l'inconduite, l'indiscipline du mineur, le vagabondage, la mendicité, à l'infraction aux lois sur l'enseignement ou la poursuite de faits qualifiés d'infractions (article 36). Il peut ordonner à l'égard des mineurs des mesures de garde, de préservation et d'éducation : la simple réprimande, la surveillance par le comité de protection de la jeunesse, le placement notamment dans un établissement spécialisé ou le placement au sein des établissements d'observation et d'éducation de l'État (article 37). Confronté à une mauvaise conduite persistante, le tribunal de la jeunesse peut décider que le mineur sera mis à la disposition du Gouvernement jusqu'à sa majorité (articles 39 et 40).

L'article 50 stipule que « le tribunal de la jeunesse effectue toutes diligences et fait procéder à toutes investigations utiles pour connaître la personnalité des mineurs intéressés, le milieu où ils ont été élevés, déterminer leur intérêt et les moyens appropriés à leur éducation ou à leur traitement ». Les articles 51 à 60 sont relatifs à la prise de mesures de garde à l'encontre du mineur.

L'appel est la seule voie de recours dans les matières civiles déférées au juge de la jeunesse. Il est recevable contre toute décision, même avant dire droit, donc notamment celles qui ordonnent des investigations, des enquêtes sociales, des examens médico-psychologiques. Le droit d'appel est considérablement élargi par rapport au régime de 1912. Désormais, sur ce point, le ministère public, et toutes les parties en cause, le mineur, les personnes qui en ont la garde, les parents, les tuteurs, les parties civiles, sont sur pied d'égalité. Les conditions du droit d'appel des décisions rendues par le juge de la jeunesse en matière civile sont définies dans l'article 58 de la loi.

---

[3] Le mineur qui désire se marier mais ne reçoit pas le consentement de ses parents ou tuteurs, peut demander au juge de la jeunesse l'autorisation de contracter mariage.
[4] R. DEPOORTERE, *Inventaire des archives de la juridiction des enfants puis juridiction de la jeunesse de Bruxelles*, Bruxelles, 2001 (Série Inventaires, Archives de l'État Région de Bruxelles-Capitale, 35).
[5] *Moniteur belge*, 15 avril 1965, p. 4022.
[6] F. BOUDREZ, S. DE SMET, *De Jeudrechtbank en rechtsvoorganger. Organisatie, taken, bevoegheid en archiefvorming (1912-2000)*, Bruxelles, 2002, p. 81-92 (miscellanea archivistica studia 144).

En ce qui concerne la protection des mineurs en danger, la loi du 8 avril 1965 reproduit très largement l'esprit et les dispositions de la loi de 1912, distinguant les infractions commises par les mineurs et celles dont ils sont victimes, avec une insistance particulière sur certains faits, tels que la pédophilie (art. 87). La nouvelle loi comprend un volet pénal qui prévoit des peines spécifiques à l'encontre des adultes coupables de délits ou de crimes sur des mineurs (art. 81 à 89).

La procédure en matière protectionnelle garantit aux mineurs le secret absolu des enquêtes, de l'instruction, et des débats, dans le but de préserver l'anonymat de l'enfant. L'article 80 de la loi de 1965 interdit expressément la publication et la diffusion du compte rendu des débats des chambres de la jeunesse, que ce soit dans des livres, dans la presse, au cinéma, à la radio, à la télévision ou ailleurs. Il est interdit de publier et diffuser des textes, des images, des dessins ou des photographies de nature à révéler l'identité du mineur. Toute infraction au respect du secret est punie d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de trois cents à trois mille francs, ou d'une de ces peines seulement.

L'évolution institutionnelle de la Belgique confiera les matières relatives à l'aide sociale dans le cadre de la protection de la jeunesse aux Communautés alors que les interventions répressives destinées à préserver l'ordre public sont maintenues dans les compétences de l'État fédéral et des tribunaux de la jeunesse (loi du 8 août 1988). Les communautés vont adopter leur propre législation telle le décret du 4 mars 1991 de la Communauté française.

Les décrets communautaires sont empreints des principes de la Convention des droits de l'enfant adoptée en 1989. En Communauté française, comme en Flandre, la politique de prévention et d'aide individualisée dans le milieu de vie est prioritaire et confiée au conseiller de l'aide à la jeunesse[7]. Les conseils d'arrondissement de l'aide à la jeunesse sont coordonnés par le Conseil communautaire.

Le décret relatif à l'aide à la jeunesse est adopté par le Conseil de la Communauté française le 4 mars 1991[8]. Le chapitre deux traite des compétences du tribunal de la jeunesse. L'article 37 du décret précise que le tribunal de la jeunesse connaît des contestations relatives à l'octroi, au refus d'octroi ou aux modalités d'application d'une mesure d'aide individuelle portées devant lui :

1° par une des personnes investies de l'autorité parentale ou ayant la garde du jeune en droit ou en fait ou bénéficiant du droit d'entretenir des relations personnelles en vertu de l'article 375bis du Code civil;
2° par le jeune âgé de quatorze ans au moins;
3° dans le cas où, à propos d'un jeune âgé de moins de quatorze ans, les personnes visées au 1° s'abstiennent de saisir le tribunal :

a) soit par le jeune personnellement;

b) soit par un tuteur ad hoc désigné par le président du tribunal de première instance à la requête de tout intéressé et au besoin par le procureur du Roi;

[7] M.-S. DUPONT-BOUCHAT, J. CHRISTIAENS, C. VANNESTE, "Jeunesse et Justice (1830-2002)", dans *Histoire politique et sociale de la justice en Belgique de 1830 à nos jours,* Brugge, 2004, p. 146-147.
[8] *Moniteur belge* du 12 juin 1991.

c) soit un tuteur ad hoc à désigner par le président du tribunal de première instance à la requête des mêmes s'il apparaît que le jeune âgé de moins de quatorze ans ne jouit pas du discernement sur la question sur laquelle porte la contestation, auquel cas, le tribunal de la Jeunesse surseoit à statuer jusqu'à ce que le tuteur ad hoc soit désigné.

Le tribunal de la jeunesse met fin à la contestation en obtenant l'accord des parties. Si la conciliation échoue, le tribunal de la jeunesse tranche la contestation portée devant lui.

L'article 38, premier paragraphe, stipule que le tribunal de la jeunesse connaît des mesures à prendre à l'égard d'un enfant, de sa famille ou de ses familiers lorsque l'intégrité physique ou psychique d'un enfant est actuellement et gravement compromise et lorsqu'une des personnes investies de l'autorité parentale ou ayant la garde de l'enfant en droit ou en fait refuse l'aide du conseiller ou néglige de la mettre en œuvre.

L'article 39 précise qu'en cas de nécessité urgente de pourvoir au placement d'un enfant dont l'intégrité physique ou psychique est exposée directement et actuellement à un péril grave et à défaut d'accord des personnes qui en assument la garde, le tribunal de la jeunesse peut, soit prendre une mesure de garde provisoire pour un délai qui ne peut excéder quatorze jours, soit autoriser le conseiller à placer provisoirement l'enfant de moins de quatorze ans pour un terme qui ne peut excéder quatorze jours.

Le décret du ministère de la Communauté française du 18 janvier 2018[9] portant le code de la prévention de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse précise à nouveau le rôle du tribunal de la jeunesse, rebaptisé tribunal de la famille et de la jeunesse par la loi du 30 juillet 2013[10].

B. ARCHIVES

1. ACQUISITION

Cet inventaire résulte de plusieurs versements effectués en 2023 : le 20 mars (entrée d'archives, n° 2767), le 11 avril (entrée d'archives n° 2773), les 14 et 15 septembre (entrée d'archives, n° 2793).

III. CONTENU ET STRUCTURE

A. CONTENU

Cet inventaire débute par deux séries de rôles des requêtes des affaires civiles. La première série va de 1976 à 2001 (n° 866 à 881), la seconde de 2001 à 2013 (n° 852 à 865). Chaque registre est divisé en colonnes avec le numéro d'inscription de la requête (reprise dans l'inventaire en remarque), la date de l'inscription au rôle et celle de l'introduction, les noms des parties et de leurs conseils, l'objet de la demande (objet du recours, date de cette décision), la situation de la cause (date et objet des décisions d'avant dire droit et date de la décision définitive).

Les minutes des jugements en matière protectionnelle vont de 1986 à 1993 (n° 882 à 896).

[9] *Moniteur belge* du 3 avril 2018.
[10] *Moniteur belge* du 27 septembre 2013.

Les recueils contenant les ordonnances prises en matière protectionnelle à l'égard des parents vont de 1986 à 1992 (n° 897 à 903). Il s'agit d'ordonnances modificatives, d'ordonnances fixant la part contributive des débiteurs d'aliments, d'ordonnances d'approbation de placement, d'ordonnance de placement provisoire, d'ordonnances prescrivant un examen médico-psychologique.

Les recueils contenant les ordonnances prises en matière protectionnelle à l'égard des mineurs vont de 1986 à 1993 (n° 904 à 923). Il s'agit des mêmes différents types d'ordonnances.

Les minutes des jugements en matière civile sont conservées pour 1968 et 1969 (n° 1 à 4). Le juge statue en matière de liquidation du tiers restant des allocations familiales, homologation d'adoption, droit de visite, émancipation de mineur d'âge. Cette série de jugements reprend en 1984 et va jusqu'en 1993 (n° 6 à 26). Les séances se tiennent chaque jeudi.

La série des jugements rendus en matière civile, généralement par la 8e chambre du Tribunal, en sa séance du lundi, va de 1984 à 1993 (n° 5 à 25). Il s'agit de demandes en matière de droit de visite, d'autorisation de mariage, de paiement de pension alimentaire.

Une dernière série de minutes de jugements et ordonnances rendus en matière civile couvre les années de 1968 à 1988 (n° 27 à 202). Il s'agit de jugements non reliés avec un numéro de table indiqué en haut de chaque minute.

Les dossiers de procédure et dossiers personnels des affaires protectionnelles vont de 1994 à 2018 (n° 203 à 625). Ils contiennent des mesures prises en application de l'article 38, paragraphe 3 du décret du 4 mars 1991 du Conseil de la Communauté française qui stipule que le Tribunal de la Jeunesse peut « 1. soumettre l'enfant, sa famille et ses familiers à des directives ou à un accompagnement d'ordre éducatif ; 2. Décider, dans des circonstances exceptionnelles que l'enfant sera hébergé temporairement hors de son milieu familial de vie en vue de son traitement, de son éducation, de son instruction ou de sa formation professionnelle ». Ces dossiers contiennent également des ordonnances prises en application de l'article 39 du même décret qui prévoit une mesure de garde provisoire.

La série des dossiers protectionnels classés sans suite couvre la période qui s'étend de 1994 à 2018 (n° 626 à 765). Il s'agit de dossiers retenus après tri.

La série des dossiers de procédure des affaires civiles s'étend de 1967 à 2005. Seuls les dossiers produits durant un mois de chaque année ont été conservés (n° 766 à 845).

Parmi les documents du greffier, on conserve les répertoires des actes du juge de 1986 à 2002 (n° 846 à 851). Ils contiennent différentes colonnes avec ces informations : numéro d'ordre, date et nature de l'acte (ordonnance ou jugement), nom des parties et numéro du dossier.

B. SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le *Tableau de tri pour les archives du pouvoir judiciaire* promulgué dans sa circulaire du 1er août 2017 par Koen Geens, ministre de la Justice[11] a été appliqué. Pour le tri des dossiers pénaux produits depuis l'introduction de l'encodage, les codes ou indices de prévention sont les critères de tri.

C. ACCROISSEMENTS/COMPLÉMENTS

Le fonds n'est pas clos, d'autres versements interviendront.

D. MODE DE CLASSEMENT

Le cadre de classement des documents applique le *Tableau de tri des archives du pouvoir judiciaire* instauré par le ministre de la Justice Marc Verwilghen en février 2002, revu par le ministre Koen Geens, dans la circulaire n° 258 du 1er août 2017 et, en 2023, par la circulaire n° 294 du ministre Vincent Van Quickenborne.

IV. CONSULTATION ET UTILISATION

A. CONDITIONS D'ACCÈS

Les tribunaux de la jeunesse ont la spécificité de regrouper tant des dossiers de procédure civile que de procédure répressive dont la consultation est régie par des règles distinctes. Toutefois, l'ensemble des archives de plus que 100 ans des cours et tribunaux du pouvoir judiciaire déposées aux Archives de l'État sont publiques et librement consultables en vertu de l'article 3 de la loi du 24 juin 1955 modifiée par la loi du 6 mai 2009 sur les archives, dans les conditions établies par le règlement en vigueur dans les salles de lecture des Archives générales du Royaume et des Archives de l'État dans les provinces.

La consultation des archives de moins de 100 ans relatives aux matières non répressives (civiles) est uniquement autorisée dans le respect de la législation sur la vie privée 1, aux personnes suivantes : 1°) les personnes concernées ; 2°) dans le cadre d'un procès ou d'un litige, aux parents en ligne directe d'une des parties, aux avocats ou notaires mandatés, aux officiers ministériels ainsi que toute personne autorisée par la loi ; 3°) dans le cadre d'une recherche scientifique aux chercheurs munis d'une lettre de recommandation de leur promoteur ou encore aux chercheurs pouvant justifier du caractère scientifique de leur démarche et après l'obtention de l'autorisation de l'Archiviste général ou de son délégué. Dans tous les cas, les personnes autorisées à consulter ou reproduire des archives de moins de cent ans s'engagent, par un formulaire ad hoc disponible en salle de lecture des Archives de l'État, à respecter la législation belge sur la protection de la vie privée ainsi que les autres dispositions et prescriptions qui y sont mentionnées.

La consultation des archives de moins de 100 ans relatives aux matières répressives nécessite une autorisation écrite du Procureur général de la Cour d'appel de Mons. En outre, les personnes autorisées à consulter ou reproduire des archives de moins de cent ans s'engagent, par un formulaire ad hoc disponible en salle de lecture des Archives de l'État, à respecter la

[11] Circulaire n° 258 du 1er août 2017 du ministre de la Justice Koen Geens relative aux tableaux de tri des archives du pouvoir judiciaire. Elle a été revue en 2023 par la circulaire n° 294 du ministre Vincent Van Quickenborne.

législation belge sur la protection de la vie privée ainsi que les autres dispositions et prescriptions qui y sont mentionnées et signent un formulaire de recherche.

B. CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État.

V. SOURCES COMPLÉMENTAIRES

A. DOCUMENTS APPARENTÉS

NIEBES P.-J., *Inventaire des archives du Tribunal de première instance de l'arrondissement de Mons. Tribunal des Enfants, 1912-1973,* Bruxelles, 2012 (Inventaires, Archives de l'État à Mons, n° 108).

NIEBES P.-J., *Inventaire des archives du Tribunal de la Jeunesse de Mons, 1966-2010,* Bruxelles, 2020 (Inventaires, Archives de l'État à Mons, n° 167).

B. BIBLIOGRAPHIE

BRUAUX N., *Inventaire des archives du Tribunal de la jeunesse de Dinant (Dossiers et pièces afférentes) (1942-1999),* Bruxelles, 2009 (Inventaires Archives de l'État à Namur, n° 57).

DE KEYZER W., « La sélection des archives judiciaires en Belgique : rigueur et pragmatisme de terrain. La sélection au quotidien », dans *Les Archives de l'État et les archives judiciaires. Éclairages sur la sélection, la conservation et la consultation des fonds contemporains*, Bruxelles, 2004, p. 43-75 (Miscellanea archivistica Studia, n° 162).

DROSSENS, P., CHRISTIAENS, J. et VELLE, K., *Bronnen voor de geschiedenis van de Belgische kinder- en jeugdbescherming in de 20ste eeuw. Handelingen van de studievoormiddag georganiseerd aan de Vrije Universiteit Brussel op 26 oktober 2000*, Bruxelles, 2001 (Miscellanea Archivistica Studia, n° 133).

DUPONT-BOUCHAT M.-S., CHRISTIAENS J., VANNESTE C., « Jeunesse et Justice (1830-2002) », dans *Histoire politique et sociale de la justice en Belgique de 1830 à nos jours,* Bruges, 2004, p. 146-147.

HENIN C., *Inventaire des archives du Tribunal de première instance de Nivelles. Tribunal de la jeunesse*, Bruxelles, (à paraître, réf. F017).

NIEBES P.-J., *Inventaire des archives du Tribunal de première Instance de l'arrondissement de Mons. Tribunal des Enfants 1912-1973,* Bruxelles, 2012 (Inventaires Archives de l'État à Mons, n° 108).

NIEBES P.-J., *Inventaire des archives du Tribunal de la Jeunesse de Mons, 1966-2010,* Bruxelles, 2020 (Inventaires, Archives de l'État à Mons, n° 167).

NIEBES P.-J., *Inventaire des archives du Tribunal de première Instance de l'arrondissement de Charleroi. Tribunal des Enfants (1912-1966) puis Tribunal de la Jeunesse (1966-1980) 1912-1980,* Bruxelles, 2012 (Inventaires Archives de l'État à Mons, n° 109).

VI. CONTRÔLE DE LA DESCRIPTION

L'inventaire a été réalisé à partir du bordereau établi par l'équipe du SPF Justice chargée du traitement des archives dans le ressort de la Cour d'Appel de Mons. Il a été revu et doté d'une introduction par Pierre-Jean Niebes en septembre 2024.

INVENTAIRE

I. PROCÉDURE

A. RÔLES

866-881. Rôles des requêtes des affaires civiles.
1976-2001. 16 volumes

866. 1er mai 1976 – 6 octobre 1977.
N° 1-961.

867. 6 octobre 1977 – 18 avril 1979.
N° 962-1843.

868. 18 avril 1979 – 17 novembre 1980.
N° 1844-2768.

869. 18 novembre 1980 – 20 septembre 1982.
N° 2769-3676.

870. 20 septembre 1982 – 8 juin 1984.
N° 3677-4619.

871. 12 juin 1984 – 27 décembre 1985.
N° 4620-5544.

872. 27 décembre 1985 – 27 mars 1987.
N° 5545-6471.

873. 27 mars 1987 – 6 septembre 1988.
N° 6932-7380.

874. 6 septembre 1988 – 6 avril 1990.
N° 7381-8324.

875. 9 avril 1990 – 10 décembre 1991.
N° 8325-9233.

876. 11 décembre 1991 – 4 octobre 1993.
N° 9234-10142.

877. 5 octobre 1993 – 18 mai 1995.
N° 10143-11050.

878. 18 mai 1995 – 21 novembre 1996.
N° 11051-11959.

879. 22 novembre 1996 – 15 juin 1998.
N° 11960-12868.

880. 15 juin 1998 – 22 novembre 1999.
N° 12869-13778.

881. 22 novembre 1999 – 27 mars 2001.
N° 13779-14679.

852-865. Rôle des requêtes des affaires civiles.
2001-2013. 13 volumes

852. 27 mars 2001 – 28 mai 2002.
N° 14680/15570.

853. 28 mai 2002 – 11 juin 2003.
N° 15571/16458.

854. 12 juin 2003 – 11 mai 2004.
N° 16459/17346.
855. 11 mai 2004 – 2 juin 2005.
N° 17347/18234.
856. 2 juin 2005 – 10 mai 2006.
N° 18235/19126.
857. 10 mai 2006 – 20 avril 2007.
N° 19127/20019.
858. 20 avril 2007 – 16 avril 2008.
N° 20020/20930.
859. 17 avril 2008 – 25 mars 2009.
N° 20931/21839.
860. 25 mars 2009 – 11 février 2010.
N° 21840/22738.
861. 12 février 2010 – 15 décembre 2010.
N° 22739/23639.
862. 15 décembre 2010 – 9 novembre 2011.
N° 23639/24618.
863. 8 novembre 2011 – 23 octobre 2012.
N° 24619/25526.
864. 23 octobre 2012 – 27 septembre 2013.
N° 25527/26435.
865. 30 septembre 2013 – 28 octobre 2013.
N° 26436/26516.

B. MINUTES DES JUGEMENTS, FEUILLES D'AUDIENCE ET ORDONNANCES

882-896. Minutes des jugements en matière protectionnelle.
1986-1993. 15 recueils
882. 7 janvier – 26 juin 1986.
883. 17 juillet – 30 décembre 1986.
884. 6 janvier – 16 juin 1987.
885. 18 juin – 24 décembre 1987.
886. 5 janvier – 31 mai 1988.
887. 2 juin – 22 décembre 1988.
888. 3 janvier – 15 juin 1989.
889. 20 juin – 21 décembre 1989.
890. 2 janvier – 20 décembre 1990.
891. 3 janvier – 30 mai 1991.
892. 4 juin – 24 décembre 1991.
893. 2 janvier – 21 mai 1992.
894. 2 juin – 24 décembre 1992.
895. 5 janvier – 26 juin 1993.
896. 10 août – 23 décembre 1993.

897-903. Ordonnances prises en matière protectionnelle à l'égard des parents.
1986-1992. 7 volumes
897. 6 janvier – 26 décembre 1986.
898. 5 janvier – 31 décembre 1987.
899. 4 janvier – 21 décembre 1988.

900. 4 janvier – 21 décembre 1989.
901. 11 janvier – 26 décembre 1990.
902. 9 janvier – 20 décembre 1991.
903. 6 janvier – 28 décembre 1992.

904-923. Ordonnances prises en matière protectionnelle à l'égard des mineurs.
1986-1993. 20 recueils
904. 3 janvier – 30 juin 1986.
905. 1 juillet – 31 décembre 1986.
906. 3 janvier – 30 juin 1987.
907. 1er juillet – 18 décembre 1987.
908. 2 janvier – 30 juin 1988.
909. 1er juillet – 29 décembre 1988.
910. 2 janvier – 30 juin 1989.
911. 3 juillet – 29 décembre 1989.
912. 2 janvier – 30 juin 1990.
913. 2 juillet – 31 décembre 1990.
914. 3 janvier – 30 avril 1991.
915. 1er mai – 30 août 1991.
916. 2 septembre – 31 décembre 1991.
917. 2 janvier – 12 mars 1992.
918. 13 mars – 9 juin 1992.
919. 10 juin – 30 septembre 1992.
920. 1er octobre – 31 décembre 1992.
921. 4 janvier – 15 avril 1993.
922. 16 avril – 31 août 1993.
923. 1er septembre – 30 décembre 1993.

1-4. Minutes des jugements en matière civile.
1968-1969. 4 volumes
1. 8 janvier – 8 avril 1968.
N° 1 à 100.
2. 8 avril – 23 septembre 1968.
N°101 à 200.
3. 23 septembre – 30 décembre 1968.
N° 201 à 348.
4. 6 septembre – 24 mars 1969.
N° 1 à 100.

5-25. Minutes des jugements en matière civile rendus en séance du lundi.
1984-1993. 12 volumes
5. 3 septembre – 17 décembre 1984.
7. 7 janvier – 23 décembre 1985.
9. 6 janvier – 22 décembre 1986.
11. 5 janvier – 21 décembre 1987.
13. 4 janvier – 19 décembre 1988.
15. 2 janvier – 21 décembre 1989.
17. 8 janvier - 24 décembre 1990.
19. 7 janvier – 16 décembre 1991.
21. 6 janvier – 1er juin 1992.

23. 4 juin – 17 décembre 1992.
24. 4 janvier – 28 juin 1993.
25. 13 juillet – 23 décembre 1993.

6-26. Minutes des jugements en matière civile rendus en séance du jeudi.
1984-1993. 10 volumes
6. 6 septembre – 20 décembre 1984.
8. 3 janvier – 23 décembre 1985.
10. 2 janvier – 18 décembre 1986.
12. 5 janvier – 17 décembre 1987.
14. 7 janvier – 22 décembre 1988.
16. 5 janvier – 21 décembre 1989.
18. 4 janvier – 20 décembre 1990.
20. 3 janvier – 10 décembre 1991.
22. 2 janvier – 17 décembre 1992.
26. 7 janvier – 16 décembre 1993.

27-202. Minutes des jugements et ordonnances en matière civile.
1968-1984, 1988. 176 chemises
27. 27 mai 1968 (n° 149).
28. 3 février – 6 octobre 1969 (n° 49-246).
29. 5-26 janvier 1970 (n° 1-27).
30. 2-23 février 1970 (n° 28-58).
31. 2-23 mars 1970 (n° 59-92).
32. 6-27 avril 1970 (n° 91-125).
33. 4-25 mai 1970 (n° 128-143).
34. 1-29 juin 1970 (n° 1-75).
35. 6-27 juillet 1970 (n° 84-98).
36. 7-28 septembre 1970 (n° 104-146).
37. 5-26 octobre 1970 (n° 157-226).
38. 9-30 novembre 1970 (n° 237-277).
39. 7-21 décembre 1970 (n° 294-336).
40. 4-25 janvier 1971 (n° 1-57).
41. 1-22 février 1971 (n° 70-133).
42. 1-22 mars 1971 (n° 142-201).
43. 5-26 avril 1971 (n° 238-292).
44. 3-24 mai 1971 (n° 310-384).
45. 7-28 juin 1971 (n° 408-479).
46. 12-19 juillet 1971 (n° 508-517).
47. 13-27 septembre 1971 (n° 522-564).
48. 4-25 octobre 1971 (n° 589-707).
49. 8-29 novembre 1971 (n° 729-797).
50. 6-27 décembre 1971 (n° 817-901).
51. 10-24 janvier 1972 (n° 1-68).
52. 7-28 février 1972 (n° 88-138).
53. 6-27 mars 1972 (n° 188-247).
54. 10-24 avril 1972 (n° 259-327).
55. 8-29 mai 1972 (n° 350-383).
56. 5-26 juin 1972 (n° 393-464).

57. 17-31 juillet 1972 (n° 482-493).
58. 21 août 1972 (n° 496-497).
59. 4-25 septembre 1972 (n° 508-435).
60. 2-30 octobre 1972 (n° 463-647).
61. 6-27 novembre 1972 (n° 658-773).
62. 4-18 décembre 1972 (n° 796-880).
63. 8-29 janvier 1973 (n° 11-111).
64. 5-26 février 1973 (n° 136-234).
65. 12-26 mars 1973 (n° 269-374).
66. 2-9 avril 1973 (n° 393-440).
67. 7-28 mai 1973 (n° 504-592).
68. 4-25 juin 1973 (n° 609-696).
69. 3-24 septembre 1973 (n° 834-959).
70. 1-29 octobre 1973 (n° 993-1161).
71. 5-26 novembre 1973 (n° 1183-1309).
72. 17-3 décembre 1973 (n° 1328-1435).
73. 7-28 janvier 1974 (n° 20-124).
74. 4-25 février 1974 (n° 145-215).
75. 4-25 mars 1974 (n° 229-364).
76. 1-29 avril 1974 (n° 373-486).
77. 6-27 mai 1974 (n° 506-628).
78. 10-24 juin 1974 (n° 673-775).
79. 15 juillet 1974 (n° 841-843).
80. 2-30 septembre 1974 (n° 931-1121).
81. 7-28 octobre 1974 (n° 1147-1256).
82. 4-25 novembre 1974 (n° 1273-1341).
83. 2-23 décembre 1974 (n° 1355-1455).
84. 6-27 janvier 1975 (n° 14-).
85. 3-17 février 1975 (n° 100-147).
86. 3-24 mars 1975 (n° 176-260).
87. 7-28 avril 1975 (n° 299-376).
88. 5-26 mai 1975 (n° 397-468).
89. 2-30 juin 1975 (n° 493-624).
90. 16 juillet 1975 (n° 696-701).
91. 1-29 septembre 1975 (n° 814-952).
92. 6-27 octobre 1975 (n° 988-1109).
93. 3-24 novembre 1975 (n° 1125-1196).
94. 17-29 décembre 1975 (n° 1211-1354).
95. 5-26 janvier 1976 (n° 4-108).
96. 2-23 février 1976 (n° 141-236).
97. 1-29 mars 1976 (n° 280-447).
98. 5-26 avril 1976 (n° 490-614).
99. 3-31 mai 1976 (n° 646-905).
100. 14-28 juin 1976 (n° 458-1122).
101. 14 juillet 1976 (n° 2009).
102. 11 août 1976 (n° 1291-1302).
103. 6-27 septembre 1976 (n° 1373-).
104. 4-25 octobre 1976 (n° 1616-).

105. 3-29 novembre 1976 (n° 1841-2007).
106. 1-22 décembre 1976 (n° 2021-2198).
107. 3-31 janvier 1977 (n° 2-256).
108. 14-23 février 1977 (n° 34-393).
109. 2-30 mars 1977 (n° 415-614).
110. 4-27 avril 1977 (n° 649-765).
111. 2-25 mai 1977 (n° 773-945).
112. 14-29 juin 1977 (n° 826-1172).
113. 13 juillet 1977 (n° 1211-1218).
114. 10 août 1977 (n° 854-855).
115. 14-28 septembre 1977 (n° 1225-1527).
116. 3-31 octobre 1977 (n° 1536-1723).
117. 2-30 novembre 1977 (n° 1729-1903).
118. 5-21 décembre 1977 (n° 1919-2037).
119. 4-30 janvier 1978 (n° 10-171).
120. 1-15 février 1978 (n° 186-263).
121. 1-22 mars 1978 (n° 264-493).
122. 5-24 avril 1978 (n° 458-548).
123. 3-31 mai 1978 (n° 589-757).
124. 12-28 juin 1978 (n° 804-942).
125. 12 juillet 1978 (n° 979).
126. 9 août 1978 (n° 1040-1045).
127. 6-28 septembre 1978 (n° 1100-1248).
128. 5-30 octobre 1978 (n° 1271-1392).
129. 6-30 novembre 1978 (n° 1426-1547).
130. 4-21 décembre 1978 (n° 1563-1657).
131. 4-25 janvier 1979 (n° 5-107).
132. 1-22 février 1979 (n° 140-246).
133. 1-29 mars 1979 (n° 252-402).
134. 2-30 avril 1979 (n° 410-528).
135. 7-31 mai 1979 (n° 540-660).
136. 7-28 juin 1979 (n° 677-822).
137. 11 juillet 1979 (n° 848-868).
138. 8 août 1979 (n° 901-913).
139. 13-20 septembre 1979 (n° 1020-1490).
140. 1-15 octobre 1979 (n° 1107-1347).
141. 5-29 novembre 1979 (n° 1272-1405).
142. 3-24 décembre 1979 (n° 1408-1514).
143. 3-31 janvier 1980 (n° 1-148).
144. 21-28 février 1980 (n° 217-231).
145. 3-31 mars 1980 (n° 239-393).
146. 3-14 avril 1980 (n° 404-436).
147. 5-29 mai 1980 (n° 525-624).
148. 2-30 juin 1980 (n° 626-788).
149. 9 juillet 1980 (n° 801-807).
150. 6 août 1980 (n° 846).
151. 4-29 septembre 1980 (n° 897-1050).
152. 20-30 octobre 1980 (n° 1158-1228).

153. 6-27 novembre 1980 (n° 1248-1327).
154. 1-10 décembre 1980 (n° 1331-1459).
155. 8-26 janvier 1981 (n° 8-69).
156. 2-26 février 1981 (n° 78-206).
157. 2-30 mars 1981 (n° 214-359).
158. 2-30 avril 1981 (n° 362-470).
159. 4-25 mai 1981 (n° 472-567).
160. 1-25 juin 1981 (n° 591-757).
161. 8 juillet 1981 (n° 778-/).
162. 5 août 1981 (n° 819).
163. 3-24 septembre 1981 (n° 874-989).
164. 1-29 octobre 1981 (n° 101-1266).
165. 2-30 novembre 1981 (n° 1228-1413).
166. 3-21 décembre 1981 (n° 1427-1510).
167. 4-28 janvier 1982 (n° 3-111).
168. 1-25 février 1982 (n° 117-215).
169. 1-25 mars 1982 (n° 232-3346).
170. 1-26 avril 1982 (n° 347-455).
171. 3-25 mai 1982 (n° 485-4784).
172. 3-28 juin 1982 (n° 624-794).
173. 7 juillet 1982 (n° 814-824).
174. 4-27 août 1982 (n° 874-942).
175. 2-30 septembre 1982 (n° 950-1165).
176. 4-28 octobre 1982 (n° 1176-356).
177. 4-29 novembre 1982 (n° 1381-1501).
178. 2-23 décembre 1982 (n° 1524-1629bis).
179. 3-31 janvier 1983 (n° 3-199).
180. 3-24 février 1983 (n° 232-323).
181. 3-31 mars 1983 (n° 366-/).
182. 11-28 avril 1983 (n° 519-632bis).
183. 2-19 mai 1983 (n° 634-795).
184. 2-30 juin 1983 (n° 751-950).
185. 13 juillet 1983 (n° 980).
186. 10 août 1983 (n° 1020-1619).
187. 1-29 septembre 1983 (n° 1103-1285).
188. 3-31 octobre 1983 (n° 1293-1455).
189. 3-28 novembre 1983 (n° 1461-1645).
190. 1-22 décembre 1983 (n° 1660-1787).
191. 2-30 janvier 1984 (n° 2-158).
192. 2-27 février 1984 (n° 182-352).
193. 1-29 mars 1984 (n° 367-572).
194. 9-30 avril 1984 (n° 629-728).
195. 2-28 mai 1984 (n° 742-906).
196. 4-28 juin 1984 (n° 937-1171).
197. 10 juillet 1984 (n° 1209-1240).
198. 9 août 1984 (n° 1305-1306).
199. 4-25 octobre 1984 (n° 1595-1741).
200. 12-26 novembre 1984 (n° 1825-1912).

201. 10 décembre 1984 (n° 2030).
202. 4 janvier 1988 (n° 7).

C. DOSSIERS ET PIÈCES AFFÉRENTES

203-625. Dossiers de procédure et dossiers personnels des affaires protectionnelles.
1994-2018. 422 liasses

203-204. 1994.
203. N° 1-6.
204. N° 7-22.

205. 1994-1995.
N° 23-35.

206-231. 1995.
206. N° 36-44.
207. N° 45-49.
208. N° 50-55.
209. N° 56-60.
210. N° 61-64.
211. N° 66-67.
212. N° 68.70.
213. N° 72.
214. N° 73-77.
215. N° 78-81.
216. N° 82-88.
217. N° 89-92.
218. N° 93-100.
219. N° 101-108.
220. N° 110-113.
221. N° 115-123.
222. N° 124-125.
223. N° 126-133.
224. N° 135-142.
225. N° 147-154.
226. N° 155-167.
227. N° 170-178.
228. N° 179-200.
229. N° 201-211.
230. N° 212-221.
231. N° 222-233.

232. 1995-1996.
N° 234-249.

233-249. 1996.
233. N° 251-265.
234. N° 266-278.
235. N° 278-289.
236. N° 293-303.
237. N° 307-322.

238. N° 323-344.
239. N° 345-359.
240. N° 361-373.
241. N° 374-386.
242. N° 387-394.
243. N° 396-404.
244. N° 405-412.
245. N° 413-422.
246. N° 423-433.
247. N° 434-438.
248. N° 439-433.
249. N° 444-454.

250. 1996-1997.
N° 455-473.

251-267. 1997.
251. N° 474-489.
252. N° 495-505.
253. N° 506-526.
254. N° 527-536.
255. N° 537-551.
256. N° 552-560.
257. N° 561-582.
258. N° 583-592.
259. N° 597-611.
260. N° 612-624.
261. N° 625-642.
262. N° 643-651.
263. N° 652-679.
264. N° 680-691.
265. N° 693-708.
266. N° 709-727.
267. N° 728-738.

268. 1997-1998.
N° 740-745.

269-292. 1998.
269. N° 747-761.
270. N° 762-771.
271. N° 772-788.
272. N° 789-796.
273. N° 798-809.
274. N° 810-819.
275. N° 820-827.
276. N° 829-836.
277. N° 837-853.
278. N° 854-879.
279. N° 880-895.

280. N° 896-910.
281. N° 911-933.
282. N° 934-946.
283. N° 947-960.
284. N° 961-975.
285. N° 977-992.
286. N° 993-1001.
287. N° 1007-1016.
288. N° 1017-1030.
289. N° 1033-1041.
290. N° 1042-1050.
291. N° 1051-1057.
292. N° 1058-1068.

293. 1998-1999.
N° 1069-1078.

294-317. 1999.
294. N° 1079-1084.
295. N° 1090-1097.
296. N° 1098-1110.
297. N° 1111-1122.
298. N° 1123-1143.
299. N° 1146-1150.
300. N° 1151-1154.
301. N° 1155-1166.
302. N° 1169-1179.
303. N° 1186-1189.
304. N° 1192-1205.
305. N° 1206-1218.
306. N° 1219-1223.
307. N° 1224-1228.
308. N° 1229-1244.
309. N° 1247-1265.
310. N° 1266-1280.
311. N° 1282-1285.
312. N° 1286-1289.
313. N° 1292-1295.
314. N° 1297-1302.
315. N° 1303-1312.
316. N° 1315-1322.
317. N° 1324-1331.

318. 1999-2000.
N° 1333-1347.

319-342. 2000.
319. N° 1349-1358.
320. N° 1361-1363.
321. N° 1364-1373.

322. N° 1376-1388.
323. N° 1389-1391.
324. N° 1392-1398.
325. N° 1400-1410.
326. N° 1411-1420.
327. N° 1421-1428.
328. N° 1429-1444.
329. N° 1445-1454.
330. N° 1455-1478.
331. N° 1480-1487.
332. N° 1488-1493.
333. N° 1494-1510.
334. N° 1513-1526.
335. N° 1526-1532.
336. N° 1533-1535.
337. N° 1538-1546.
338. N° 1547-1554.
339. N° 1555-1561.
340. N° 1562-1565.
341. N° 1566-1580.
342. N° 1581-1591.

343. 2000-2001.
N° 1595-1601.

344-363. 2001.
344. N° 1602-1615.
345. N° 1618-1632.
346. N° 1633-1634.
347. N° 1635-1643.
348. N° 1644-1665.
349. N° 1671-1676.
350. N° 1677-1687.
351. N° 1688-1695.
352. N° 1698-1716.
353. N° 1718-1729.
354. N° 1730-1741.
355. N° 1743-1750.
356. N° 1752-1763.
357. N° 1768-1775.
358. N° 1776-1783.
359. N° 1784-1786.
360. N° 1787-1792.
361. N° 1793-1802.
362. N° 1803-1/813.
363. N° 1814-1825.

364. 2001-2002.
N° 1826-1832.

365-384. 2002.
365. N° 1835-1845.
366. N° 1846-1861.
367. N° 1862-1878.
368. N° 1879-1881.
370. N° 1901-1916.
371. N° 1917-1932.
372. N° 1933-1945.
373. N° 1947-1960.
374. N° 1961-1967.
375. N° 1969-1984.
376. N° 1986-1989.
377. N° 1991-1992.
378. N° 1993-2006.
379. N° 2007-2022.
380. N° 2023-2035.
381. N° 2036-2050.
282. N° 2052-2063.
383. N° 2067-2079.
384. N° 2081-2102.

385. 2002-2003.
N° 2106-2115.

386-407. 2003.
386. N° 2120-2135.
387. N° 2136-2146.
388. N° 2147-2157.
389. N° 2160-2167.
390. N° 2170-2176.
391. N° 2177-2194.
392. N° 2195-2211.
393. N° 2213-2216.
394. N° 2218-2223.
395. N° 2224-2241.
396. N° 2243-2246.
397. N° 2249-2261.
398. N° 2263-2281.
399. N° 2285-2299.
400. N° 2300-2313.
401. N° 2314-2322.
402. N° 2323-2348.
403. N° 2349-2371.
404. N° 2373-2375.
405. N° 2377-2384.
406. N° 2385-2397.
407. N° 2398-2416.

408. 2003-2004.
N° 2418-2445.

409-438.	2004.
409.	N° 2447-2460.
410.	N° 2466-2494.
411.	N° 2503-2519.
412.	N° 2524-2534.
413.	N° 2536-2539.
414.	N° 2540-2544.
415.	N° 2545-2553.
416.	N° 2554.
417.	N° 2544.
418.	N° 2544.
419.	N° 2556.
420.	N° 2556.
421.	N° 2557.
422.	N° 2557.
423.	N° 2558-2571.
424.	N° 2572-2576.
425.	N° 2580.
426.	N° 2580.
427.	N° 2581-2584.
428.	N° 2587-2596.
429.	N° 2598-2608.
430.	N° 2610-2616.
431.	N° 2617-2628.
432.	N° 2629-2648.
433.	N° 2650-2661.
434.	N° 2662-2672.
435.	N° 2673-2686.
436.	N° 2687-2692.
437.	N° 2693-2701.
438.	N° 2702-2719.
439.	2004-2005. N° 2720-2731.
440-454.	2005.
440.	N° 2732-2749.
441.	N° 2750-2760.
442.	N° 2761-2781.
443.	N° 2783-2794.
444.	N° 2795-2806.
445.	N° 2807-2816.
446.	N° 2817-2829.
447.	N° 2830-2855.
448.	N° 2856-2867.
449.	N° 2873-2887.
450.	N° 2888-2901.
451.	N° 2904.
452.	N° 2905.

453. N° 2906-2910.
454. N° 2911-2923.

455. 2005-2006.
N° 2925-2942.

456-478. 2006.
456. N° 2945-2956.
457. N° 2957.
458. N° 2958-2962.
459. N° 2963-2892.
460. N° 2983-2991.
461. N° 2992-3011.
462. N° 3012-3019.
463. N° 3020-3033.
464. N° 3034-3040.
465. N° 3041-3052.
466. N° 3053-3070.
467. N° 3072-3083.
468. N° 3086-3094.
469. N° 3099-3117.
470. N° 3118-3127.
471. N° 3128-3134.
472. N° 3135-3154.
473. N° 3155-3169.
474. N° 3170-3177.
475. N° 3178-3188.
476. N° 3189-3205.
477. N° 3206-3220.
478. N° 3221-3228.

479. 2006-2007.
N° 3231-3239.

480-505. 2007.
480. N° 3240-3244.
481. N° 3245-3260.
482. N° 3261-3274.
483. N° 3275-3281.
484. N° 3282-3291.
485. N° 3292-3308.
486. N° 3309-3313.
487. N° 3314-3331.
488. N° 3336-3348.
489. N° 3349-3361.
490. N° 3363-3370.
491. N° 3371-3390.
492. N° 3392-3409.
493. N° 3412-3428.
494. N° 3431-3442.

495. N° 3443-3450.
496. N° 3451-3461.
497. N° 3462-3474.
498. N° 3475-3493.
499. N° 3494.
500. N° 3495-3508.
501. N° 3509-3513.
502. N° 3514-3528.
503. N° 3529-35311.
504. N° 3532-3538.
505. N° 3539-3559.

506. 2007-2008.
N° 3560-3573.

507-535. 2008.
507. N° 3574-3583.
508. N° 3584-3585.
509. N° 3586-3592.
510. N° 3593-3605.
511. N° 3606-3618.
512. N° 3622-3637.
513. N° 3638-3651.
514. N° 3652-3667.
515. N° 3669-3677.
516. N° 3678-3687.
517. N° 3688.
518. N° 3689.
519. N° 3690-3702.
520. N° 3709-3727.
521. N° 3728-3738.
522. N° 3743-3752.
523. N° 3753-3768.
524. N° 3769-3781.
525. N° 3782-3784.
526. N° 3789-3798.
527. N° 3799-3815.
528. N° 3825.
529. N° 3826.
530. N° 3827.
531. N° 3828.
532. N° 3829.
533. N° 3830.
534. N° 3831-3846.
535. N° 3847-3858.

536. 2008-2009.
N° 3859-3881.

537-552. 2009.
537. N° 3882-3887.
538. N° 3888-3897.
539. N° 3904-3917.
540. N° 3918-3931.
541. N° 3932-3948.
542. N° 3949-3953.
543. N° 3954-3963.
544. N° 3964-3974.
545. N° 3975-3991.
546. N° 3993-4007.
547. N° 4009-4023.
548. N° 4024-4034.
549. N° 4035-4041.
550. N° 4043-4063.
551. N° 4072-4090.
552. N° 4091-4117.

553. 2009-2010.
N° 4118-4131.

554-568. 2010.
554. N° 4135-4142.
555. N° 4143.
556. N° 4144.
557. N° 4146-4155.
558. N° 4156-4167.
559. N° 4171-4173.
560. N° 4175-4192.
561. N° 4195-4207.
562. N° 4209-4222.
563. N° 4225-4246.
564. N° 4247-4268.
565. N° 4273-4289.
566. N° 4294-4312.
567. N° 4313-4338.
568. N° 4339-4360.

569. 2010-2011.
N° 4361-4381.

570-583. 2011.
570. N° 4382-4406.
571. N° 4407-4421.
572. N° 4422-4452.
573. N° 4458-4470.
574. N° 4471-4483.
575. N° 4484-4506.
576. N° 4510.
577. N° 4514-4535.

578. N° 4536-4562.
579. N° 4565-4592.
580. N° 4594-4613.
581. N° 4614-4627.
582. N° 4628-4644.
583. N° 4645-4658.

584. 2011-2012.
N° 4661-4680.

585-595. 2012.
585. N° 4681-4696.
586. N° 4698-4722.
587. N° 4724-4761.
588. N° 4777-4796.
589. N° 4800-4802.
590. N° 4803-4825.
591. N° 4827-4844.
592. N° 4845-4874.
593. N° 4876-4893.
594. N° 4896-4935.
595. N° 1943-4950.

596. 2012-2013.
N° 4951-4977.

597-603. 2013.
597. N° 4983-5009.
598. N° 5010-5038.
599. N° 5043-5055.
600. N° 5061-5094.
601. N° 5095-5134.
602. N° 5151-5174.
603. N° 5175-5218.

604. 2013-2014.
N° 5219-5229.

605-610. 2014.
605. N° 5242-5279.
606. N° 5287-5310.
607. N° 5311-5348.
608. N° 5353-5410.
609. N° 5411-5424.
610. N° 5425-5481.

611-616. 2015.
611. N° 5482-5501.
612. N° 5502-5532.
613. N° 5542-5585.
614. N° 5592-5664.
615. N° 5665-5714.

616. N° 5719.

617. 2015-2016.
N° 5737-5804.

618-619. 2016.
618. N° 5812-5912.
619. N° 5924-5989.

620. 2016-2017.
N° 5991-6203.

621-624. 2017.
621. N° 6204-6212.
622. N° 6216-6218.
623. N° 6220-6234 (1).
624. N° 6234 (2).

625. 2017-2018.
N° 6246-6484.

626-765. Dossiers protectionnels sans suite.
1994-2018. 139 liasses

626. 1994.
N° 78, 221.
2004.
N° 3079, 3117.
2005.
N° 3343.

627-629. 2006.
627. N° 3562, 1re partie.
628. N° 3562, 2e partie.
629. N° 3562, 3e partie.

630-632. 2007.
630. N° 3602-3657.
631. N° 3662-3673.
632. N° 3689-3771.

633-636. 2008.
633. N° 3781-3829.
634. N° 3834-3875.
635. N° 3939-3952.
636. N° 3981-3986.

637-641. 2009.
637. N° 3995-4013.
638. N° 4014.
639. N° 4024-4090.
640. N° 4093-4150.
641. N° 4161.

642-644. 2010.
642. N° 4175-4200.
643. N° 4220-4232.
644. N° 4249-4258.

645. 2010-2011.
N° 4259-4273.

646-668. 2011.
646. N° 4280-4294.
647. N° 4330-4332.
648. N° 4339 (1).
649. N° 4339 (2).
650. N° 4339 (3).
651. N° 4339 (4).
652. N° 4341-4342.
653. N° 4350-7356.
654. N° 4358-4379.
655. N° 4384.
656. N° 4387-4392.
657. N° 4394-4403.
658. N° 4407-4414.
659. N° 4419-4422.
660. N° 4423-4433.
661. N° 4438 (1).
662. N° 4438 (2).
663. N° 4443-4446.
664. N° 4448.
665. N° 4453 (1).
666. N° 4453 (2).
667. N° 4456-4466.
668. N° 4476.

669-691. 2013.
669. N° 4482-4484.
670. N° 4487.
671. N° 4491.
672. N° 4494-4497.
673. N° 4498-4502.
674. N° 4504 (1).
675. N° 4504 (2).
676. N° 4505-4507.
677. N° 4510.
678. N° 4516-4519.
679. N° 4521-4523.
680. N° 4525-4529.
681. N° 4532.
682. N° 4536-4540.
683. N° 4544 (1).
684. N° 4544 (2).

685. N° 4545.
686. N° 4546-4547.
687. N° 4549.
688. N° 4555-4563.
689. N° 4564-4568.
690. N° 4569-4573.
691. N° 4574-4576.

692-702. 2014.
692. N° 4580-4585.
693. N° 4588-4592.
694. N° 4553-4595.
695. N° 4596-4601.
696. N° 4602-4604.
697. N° 4608-4613.
698. N° 4618-4634.
699. N° 4638-4639.
700. N° 4644.
701. N° 4646-4655.
702. N° 4662-4664.

703-720. 2015.
703. N° 4665-4669.
704. N° 4671-4674.
705. N° 4675-4677.
706. N° 4679-4683.
707. N° 4687-4692.
708. N° 4693-4699.
709. N° 4700-4701.
710. N° 4703-4704.
711. N° 4709-4716.
712. N° 4720-4721.
713. N° 4722 (1).
714. N° 4722 (2).
715. N° 4729.
716. N° 4730-4731.
717. N° 4732-4736.
718. N° 4737-4743.
719. N° 4744-4749.
720. N° 4753-4757.

721-745. 2016.
721. N° 4768-4771.
722. N° 4722-4786.
723. N° 4791-4792.
724. N° 4793-4795.
725. N° 4796-4799.
726. N° 4800 (1).
727. N° 4800 (2).
728. N° 4800 (3).

729. N° 4801.
730. N° 4803-4817.
731. N° 4823-4826.
732. N° 4828 (1).
733. N° 4828 (2).
734. N° 4829.
735. N° 4830-4831.
736. N° 4833-4834.
737. N° 4835-4842.
738. N° 4843-4847.
739. N° 4849-4858.
740. N° 4859-4860.
741. N° 4864.
742. N° 4866 (1).
743. N° 4866 (2).
744. N° 4868-4872.
745. N° 4877-4878.

746. 2016-2017.
N° 4884-4896.

747-760. 2017.
747. N° 4898-4905.
748. N° 4907-4921.
749. N° 4929-4933.
750. N° 4938 (1).
751. N° 4938 (2).
752. N° 4940-4950.
753. N° 4951-4954.
754. N° 4955-4960.
755. N° 4962-4966.
756. N° 4971-4978.
757. N° 4987.
758. N° 4988-4996.
759. N° 4999-5007.
760. N° 5009-5015.

761-765. 2018.
761. N° 5018-5027.
762. N° 5032-5046.
763. N° 5050-5097.
764. N° 5102.
765. N° 5105-5168.

766-845. Dossiers de procédure des affaires civiles.
1967-2005. 79 liasses
766. 29 avril 1967.
N° 209.
767. 22 mars 1968.
N° 138.

768. 21 octobre 1975.
N° 365c.
769. 4 – 31 janvier 1978.
N° 1078, 1130.
770. 12 mars 1980.
N° 2362.
771. 2 juin 1983.
N° 4087.
772. 8 – 9 octobre 1986.
N° 6097, 6108.
773. 27 octobre 1986.
N° 6155.
774. 19 novembre 1987.
N° 6866.
775. 20 – 30 décembre 1988.
N° 7591, 81694.
776. 11 – 30 janvier 1989.
N° 81813-7651.
777. 7 – 8 février 1990.
N° 8240-8245.
778. 14 – 29 mars 1991.
N° 8793-8814.
779. 2 – 29 avril 1992.
N° 9392-9425.
780. 12 – 17 mai 1993.
N° 9958-9963.
781. 2 – 24 juin 1994.
N° 10509-01815.
782. 18 juillet 1995.
N° 11143.
783. 3 – 18 août 1995.
N° 11155-11167.
784. 21 – 31 août 1995.
N° 11168-11185.
785. 2 – 6 septembre 1996.
N° 11798-11813.
786. 9 – 13 septembre 1996.
N° 11814-11829.
787. 16 – 20 septembre 1996.
N° 11830-11847.
788. 23 – 30 septembre 1996.
N° 11848-11858.
789. 1er – 3 octobre 1997.
N° 12426-12436.
790. 6 – 10 octobre 1997.
N° 12437-12450.
791. 13 – 17 octobre 1997.
N° 12451-12466.
792. 20 – 24 octobre 1997.
N° 12467-12476.
793. 27 – 31 octobre 1997.
N° 12477-12485.

794. 2 – 6 novembre 1988.
N° 13116-13126.
795. 10 – 13 novembre 1998.
N° 13127-13134.
796. 16 – 20 novembre 1998.
N° 13135-13144.
797. 23 – 30 novembre 1998.
N° 13146-13168.
798. 1er – 3 décembre 1999.
N° 13797-13802.
799. 6 – 10 décembre 1999.
N° 13804-13821.
800. 13 – 17 décembre 1999.
N° 13822-13836.
801. 20 – 23 décembre 1999.
N° 13837-13845.
802. 27 – 31 décembre 1999.
N° 13847-13853.
803. 3 – 7 janvier 2000.
N° 13854-13862.
804. 10 – 14 janvier 2000.
N° 13863-13875.
805. 17 – 21 janvier 2000.
N° 13876-13892.
806. 24 – 26 janvier 2000.
N° 13893-13900.
807. 27 – 31 janvier 2000.
N° 13901-13905.
808. 1 – 2 février 2001.
N° 14572-14577.
809. 5 – 6 février 2001.
N° 14579-14586.
810. 7 – 9 février 2001.
N° 14587-14593.
811. 12 – 16 février 2001.
N° 14594-14607.
812. 19 – 23 février 2001.
N° 14608-14616.
813. 26 – 28 février 2001.
N° 14617-14622.
814. 1er – 8 mars 2002.
N° 15368-15386.
815. 11 – 13 mars 2002.
N° 15387-15401.
816. 14 – 15 mars 2002.
N° 15404-15414.
817. 18 – 22 mars 2002.
N° 15415-15423.
818. 25 – 26 mars 2002.
N° 15424-15432.
819. 27 – 29 mars 2002.
N° 15433-15441.

820. 1er avril 2003.
N° 16287-16291.
821. 2 – 4 avril 2003.
N° 16292-16306.
822. 7 – 8 avril 2003.
N° 16308-16315.
823. 9 – 10 avril 2003.
N° 16317-16329.
824. 11 avril 2003.
N° 16330-16333.
825. 14 – 18 avril 2003.
N° 16334-16351.
826. 22 – 25 avril 2003.
N° 16352-16365.
827. 29 – 30 avril 2003.
N° 16366-16372.
828. 3 – 4 mai 2004.
N° 17315-17323.
829. 5 – 6 mai 2004.
N° 17324-17328.
830. 7 – 10 mai 2004.
N° 17329-17337.
831. 11 mai 2004.
N° 17338-17346.
832. 11 mai 2004.
N° 17347.
833. 12 – 13 mai 2004.
N° 17348-17353.
834. 14 mai 2004.
N° 17354-17356.
835. 17 – 19 mai 2004.
N° 17357-17365.
836. 24 – 25 mai 2004.
N° 17366-17373.
837. 26 – 28 mai 2004.
N° 17374-17380.
838. 1er – 3 juin 2005.
N° 18232-18237.
839. 6 – 10 juin 2005.
N° 18238-18257.
840. 13 juin 2005.
N° 18258-18260.
841. 14 – 17 juin 2005.
N° 18261-18270.
842. 20 – 22 juin 2005.
N° 18271-18278.
843. 23 – 24 juin 2005.
N° 18279-18286.
844. 27 – 28 juin 2005.
N° 18287-18293.
845. 29 – 30 juin 2005.
N° 18294-18295.

D. DOCUMENTS DU GREFFIER

846-851. Répertoires des actes du juge en matière protectionnelle.
1986-2002. 6 volumes
846. 17 octobre 1986 – 13 octobre 1988.
847. 13 octobre 1988 – 27 octobre 1990.
848. 1er octobre 1992 – 6 octobre 1994.
849. 6 octobre 1994 – 10 décembre 1996.
850. 10 décembre 1996 – 15 décembre 1998.
851. 15 décembre 1998 – 6 février 2002.

CONCORDANCE DES COTES D'ARCHIVES VERS LES NUMÉROS DE PAGE

Cote d'archives	Numéro de page de l'inventaire
N° 1 à 4	p. 17
N° 5, 7, 9, 11, 13, 15, 17, 19, 21	p. 17
N° 6 à 26	p. 18
N° 27 à 202	p. 18 à 22
N° 203 à 625	p. 22 à 32
N° 626 à 765	p. 32 à 35
N° 766 à 845	p. 35 à 38
N° 846 à 851	p. 38
N° 852 à 865	p. 15-16
N° 866 à 881	p. 15
N° 882 à 923	p. 16-17

6590

ISBN 978-94-6391-579-3

Illustration de couverture : Extrait du dossier n° 203 du présent inventaire.

belspo